



Prise de parole FSU DSDEN :

L'interprofessionnelle a décidé d'organiser des précortèges en amont de la grande manifestation contre le projet de réforme des retraites.

Le premier partira de l'hôpital où les personnels sont en lutte depuis plusieurs mois pour obtenir enfin les moyens de fonctionner avec des conditions de travail décentes. La réponse du gouvernement pour tenter de désamorcer la crise à la veille du 5 décembre est loin de répondre à l'ampleur des besoins du système hospitalier et des personnels, d'autant que, pour la deuxième année consécutive, le Gouvernement accorde des allègements de cotisations sociales aux entreprises et refuse de les compenser, creusant ainsi le budget de la sécurité sociale.

Nous, personnels de l'Education Nationale avons aussi toutes les raisons d'être inquiets sur notre avenir quelque soit notre métier et c'est pourquoi nous formerons un précortège également.

Inquiets pour nos retraites d'abord, puisque le passage des 6 derniers mois au système par points sur l'ensemble de la carrière qui se caractérise par des salaires faibles et la faiblesse des primes, vont constituer une baisse des pensions de 300 à 900 euros par mois, 30 % de pension en moins en moyenne. Jean michel Blanquer, s'est fendu hier d'un mail à l'ensemble des enseignants pour promettre, je cite, « une revalorisation salariale permettant de garantir un même niveau de retraite pour les enseignants que pour des corps équivalents de la fonction publique. » Seule une revalorisation de 21% des salaires sur l'ensemble de la carrière serait susceptible de combler cette différence. Vous vous doutez bien, au moment où le gouvernement vient de confirmer le gel du point d'indice pour 2020 et où le Président Macron multiplie les déclarations contre toute revalorisation, qu'une telle augmentation n'est pas à l'ordre du jour ! C'est une redéfinition en profondeur des métiers de l'enseignement qui s'annonce : augmentation du temps de travail, multiplications des tâches diverses, y compris pendant les congés scolaires, attribution de primes différenciées selon le sentiment de la hiérarchie, voilà les pistes du ministre !

Les 440 suppressions de postes en lycée et collège qui seront compensées par la multiplication des heures supplémentaires sont l'illustration de cette logique du "travailler plus pour gagner plus ». En Lycée Professionnel, ce ne sont pas moins de 685 postes qui vont disparaître alors que nous attendons 3000 élèves de plus à la rentrée. Là encore heures supplémentaires mais aussi augmentation des effectifs des classes alors que ce public est parmi les plus fragiles socialement et sur le plan scolaire.

Dans nos métiers où la charge de travail et la charge mentale sont déjà conséquentes, non seulement ces mesures ne permettront pas d'éviter la baisse des pensions, mais en plus elles dégraderont sensiblement nos conditions de travail.

Le renforcement de l'autonomie des établissements, la suppression des commissions paritaires et donc du contrôle des représentants du personnel sur le respect des règles du mouvement et de la progression de carrière des personnels, sont autant d'éléments qui laissent entrevoir ce qui nous attend. C'est la fin des garanties collectives et l'individualisation à outrance pour mieux imposer cette dégradation des conditions de travail et cette baisse des pensions.

Toutes les réformes mises en place par le gouvernement Macron depuis deux ans ont une cohérence, celle d'un libéralisme triomphant qui veut tourner la page d'une démocratie sociale où les salariés du privé comme du public ont des droits garantis collectivement, dont celui à une retraite décente.

Aujourd'hui 60 à 65 % des professeurs des écoles sont en grève et 135 écoles sont fermées sur le département. Les chiffres seront aussi exceptionnels dans le second degré et les services administratifs. **Conditions de travail dégradées, retraites laminées, la coupe est pleine !**

L'intersyndicale nationale décidera rapidement des suites à donner à cette journée de mobilisation exceptionnelle qui ne restera pas sans lendemain. Dors et déjà la FSU Savoie, la CGT, FO, Solidaires et l'UNSA appellent à des débrayages d'une heure vendredi partout où cela est possible dans le département et à un rassemblement et une manifestation samedi à 10 heures devant la préfecture, Place Caffé.